

moi et la population canadienne à un an d'ici seulement quand il sera question d'inflation, du prix élevé de la vie, de reproches peut-être au Gouvernement à cet égard. Il y a un an, en effet, le hansard l'attestera sans doute, les débats ne portaient pas sur le prix élevé de la vie ou du moins sur l'inflation mais plutôt sur l'éventualité d'un avilissement des prix et de la déflation.

Le Gouvernement croit pouvoir remédier à cet état de choses. Certains députés affirment qu'il ne fait rien. Partisan du Gouvernement, ce ne sera pas sans intérêt et ce sera encourageant pour moi,—comme, j'en suis sûr pour la plupart des Canadiens,— que le Gouvernement réussisse à enrayer, au moyen de diverses mesures financières, l'inflation qui sévit. Je crois qu'il y réussira dans une certaine mesure. Il convient d'observer que si le Gouvernement réussit en ce sens, il peut également réussir quand il y a déflation.

Je ne m'étendrai pas sur la question. Nous inaugurerons bientôt le débat sur le budget. J'ai pensé qu'il importait peu que je parle maintenant ou plus tard, à propos du budget. Ceux qui épanchent leur bile maintenant en auront moins à dire au cours du débat sur le budget.

Dans l'inflation actuelle beaucoup de gens sont désappointés et sont pris au dépourvu. Il y en a d'autres, toutefois, qui en profitent. J'entends des murmures d'indignation, mais je soulignerai à l'adresse de leurs auteurs qu'il y a aujourd'hui au Canada bien des gens qui, à cause de l'inflation, ont pu payer leurs dettes beaucoup plus facilement qu'autrement. Que les honorables députés à qui je fais allusion gémissent là-dessus pendant quelque temps.

À propos d'achat et d'inflation je voudrais rapporter un fait. Avant de venir à Ottawa pour la session spéciale, l'été dernier, j'avais à me construire, dans la petite ville que j'habite, une maison près de ma ferme, car je suis cultivateur. J'avais à acheter presque tout, appareils, meubles, y compris une glacière et un poêle. À mon passage à Winnipeg, en route pour Ottawa, on m'apprit que j'avais acheté la dernière glacière qui restait à vendre dans cette ville. Aux magasins que j'avais visités, je disais que je la prendrais en revenant. On m'y répondait: "Oh! non, c'est impossible, car il n'y en aura plus." La même chose s'est produite à l'égard des poêles électriques. Depuis lors, je suis allé à Winnipeg quelques fois, notamment à mon retour après Pâques, et j'y ai trouvé beaucoup plus de poêles et de glacières qu'il y en avait auparavant. Le mot d'ordre a traversé le Canada: "Achetez maintenant ou vous n'en aurez point."

[M. Smith (Moose-Mountain).]

Je crois que la plupart des gens ont acheté parce qu'ils craignaient de ne pouvoir obtenir plus tard les articles qu'ils désiraient. Après le déclenchement des hostilités en Corée, il était censé y avoir pénurie. Autant que je sache, il n'existe aucune pénurie au Canada, si ce n'est en ce qui concerne la machinerie lourde et les articles fabriqués en acier. À mon avis, les spéculateurs,—si je puis employer ce mot,—ont probablement atteint le maximum de leurs opérations. Constatant qu'il n'y a aucune pénurie et qu'il n'y en aura probablement pas dans un avenir prochain les spéculateurs devront sortir le matériel de leur cache, afin d'en disposer.

Je me permets maintenant de parler de l'honorable représentant de Vancouver-Est (M. MacInnis). Il a dit hier que le Gouvernement avait perdu contact avec les petites gens. Je ne suis pas de son avis. Je suis partisan du Gouvernement et je suis en contact avec la population. Peut-être réussira-t-il à en convaincre les habitants de sa circonscription, mais que lui-même et tous les députés veuillent m'en croire, il aurait certes de la difficulté à en persuader les gens de Moose-Mountain. Mais je voulais surtout parler des régies. J'espère qu'on réussira à enrayer l'inflation, je le répète. Qui en souffre le plus? Les gens à revenu fixe.

La représentante d'Hamilton-Ouest (M<sup>me</sup> Fairclough) a, ces jours derniers, cité des lettres où des vieillards lui exposaient la détresse dans laquelle l'inflation les a plongés. Aucun député, où qu'il siège à la Chambre, ne nierait, je crois, que bon nombre de pensionnés, surtout de vieillards pensionnés, sont dans la gêne à cause du coût élevé de la vie. Comment leur viendrons-nous en aide? Appliquons-nous immédiatement les régies, comme le propose l'amendement? Je ne vois pas en quoi cette mesure aiderait les vieillards. Le représentant de Témiscouata (M. Pouliot) a affirmé que la plupart des députés qui ont pris la parole n'ont offert aucune solution. Or, moi j'en ai une à l'intention de ces gens-là, mais je ne sais comment on y donnerait suite. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne permet peut-être pas d'y recourir, mais j'estime que s'il nous interdit ce moyen, il est aussi désuet que l'empire romain.

Quelles mesures prendrons-nous? Occupons-nous des petites gens, de ceux qui sont les plus éprouvés. Pour ce qui est du budget, il ne me paraît pas trop rigoureux. S'il faut...

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre! Il n'est pas permis au député de parler du budget.